

L'EXPÉRIENCE DES NOUVEAUX ARRIVANTS AU CANADA DANS LE SECTEUR DU DÉC

Jun 2006

Ce projet a été financé par le Secrétariat aux coopératives d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Les opinions et les interprétations formulées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de Développement social Canada.

Publié par :

© Le Réseau canadien de DÉC, 2006.

211-620 View Street

Victoria (BC) V8W 1J6

Tél. : 250 386-9980 Sans frais : 1 877 202-2268

Télec. : 250 386-9984 Site Web : <http://www.ccednet-rcdec.ca>

Ce document peut être consulté en format électronique sur notre site Web.

Table des matières

Introduction.....	3
Organismes d'aide à l'établissement des immigrants soutenant la création de coopératives et d'entreprises sociales	4
Coopérative de couture et d'artisanat des femmes afghanes Malalay	4
EthniCity Catering	5
Contexte initial lié à la création d'une coopérative	7
Le projet Multicultural Economic, Training and Ressources in Ontario (METRO)	7
Coopératives sociales.....	9
Multicultural Health Brokers Co-operative	11
Coopérative ALIVEducation!	12
Coopératives offrant des services d'aide à l'établissement des immigrants.....	14
Earthshare Agricultural Co-operative	14
Coopérative d'habitation Crossroads.....	16
Marchés de producteurs	17
Coopérative Farmer's Market de Charlottetown	17
Marché international de Central Park	18
Économie culturelle et protection de la culture	19
ICA Folkfest, Victoria (C.-B.)	20
Svitlychka Ukrainian Co-operative Nursery School of Toronto	20
Muslim Community Co-operative Australia (MCCA).....	21
Le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDEC).....	23

Introduction

Au Canada, de nombreuses collectivités se tournent vers le développement économique communautaire (DÉC) pour enrayer le déclin socioéconomique et créer des organismes communautaires forts qui favorisent la participation des citoyennes et citoyens ainsi que la diversité culturelle à l'échelon local. Le DÉC est fondé sur des approches globales et communautaires visant à bâtir des collectivités plus fortes. Ses objectifs portent sur l'inclusion sociale, l'élimination de la pauvreté et l'établissement de conditions favorables à la pleine participation des membres des collectivités au développement de la société, notamment ceux qui se heurtent à d'importants obstacles en lien avec l'atteinte de ces objectifs. Le DÉC poursuit des objectifs à la fois sociaux et économiques et aide les personnes et les collectivités à mettre au point des solutions ciblées pour surmonter les obstacles particuliers auxquelles elles font face. Chaque année, le Canada accueille des milliers d'immigrants et de réfugiés, mais il n'est pas en mesure de concrétiser le rêve d'une société multiculturelle. En effet, les obstacles à la participation sociale et économique, entre autres le chômage et l'isolement social, sont de plus en plus répandus chez les nouveaux arrivants au pays. C'est pourquoi les organismes communautaires adoptent des modèles de développement de rechange.

Le lien entre les immigrants et les réfugiés et leur nouvelle collectivité peut être renforcé par la transformation des organismes de la société civile actuels et le soutien des nouveaux organismes – à la fois les organismes d'aide à l'établissement des immigrants et les organismes de DÉC –, de telle sorte que les collectivités puissent s'adapter aux conditions sociales et économiques évolutives. Les histoires suivantes sont les premières réflexions publiées sur les modèles de DÉC et de coopération particuliers adoptés pour favoriser l'inclusion sociale et économique des nouveaux arrivants au Canada.

Organismes d'aide à l'établissement des immigrants soutenant la création de coopératives et d'entreprises sociales

Coopérative de couture et d'artisanat des femmes afghanes Malalay

La coopérative compte plus de 45 membres – toutes des femmes récemment arrivées au Canada.

La coopérative de couture et d'artisanat des femmes afghanes Malalay reçoit l'appui de l'Immigrant Services Society of BC (ISS). La coopérative compte plus de 45 membres – toutes des femmes récemment arrivées au Canada. Son processus de développement constitue un bon exemple de DÉC adapté à la culture et aux besoins d'un groupe particulier. Issues d'une région durement touchée par la guerre, la plupart des femmes membres de la coopérative ont vécu la majeure partie de leur vie dans des camps de réfugiés et n'ont pas eu la possibilité d'aller à l'école. Certaines sont analphabètes et bon nombre d'entre elles sont veuves et ont plusieurs bouches à nourrir. Le processus de développement de la coopérative auquel l'ISS fait appel tient compte de la situation actuelle de ces femmes. Les réunions se déroulent en dari, leur langue maternelle. Des images sont utilisées pour faciliter la compréhension de concepts tels que le conseil d'administration et la promotion par rapport à une coopérative de travail. Le processus de développement comprend en outre le financement des services d'aide à l'enfance, de transport, d'interprétation et de formation. L'ISS est la principale organisatrice de cette initiative, et au moins six organismes travaillent en partenariat avec elle.

D'importantes leçons ont été tirées de cette initiative, dont les suivantes.

1. Un organisme d'aide à l'établissement des immigrants doit faire équipe avec un organisme de DÉC.
2. Un organisme d'aide à l'établissement des immigrants doit être prêt à prendre des risques. L'adoption d'une approche ascendante n'est pas facile au départ. Du point de vue de la gestion, le processus change constamment selon les besoins et la situation des participantes et participants. Il faut démontrer aux partenaires que les résultats seront atteints.
3. Il est difficile pour les membres du personnel des organismes d'aide à l'établissement des immigrants et les membres bénévoles des conseils d'administration de comprendre comment un organisme de bienfaisance peut soutenir la création d'une entreprise autonome.
4. Le DÉC est axé sur les solutions plutôt que sur les besoins, ce qui favorise la création de débouchés économiques, le développement de l'estime personnelle et le renforcement de la collectivité.

5. Le financement du DÉC est modeste et instable et les exigences en matière de déclaration sont énormes. Cette initiative est financée par différentes sources. Le financement ne couvre pas les coûts administratifs ni le temps consacré à l'initiative. Pour que l'ISS appuie d'autres initiatives de DÉC, le financement devra être à plus long terme (de trois à cinq ans) et suffisant pour couvrir le temps que le personnel doit consacrer.
6. La ISS aimerait examiner des méthodologies de DÉC permettant d'offrir aux réfugiés ayant des antécédents en agriculture un soutien à la création d'une entreprise agricole en Colombie-Britannique.

Le groupe assurera bientôt la gestion de la coopérative; le processus de développement de cette dernière nécessite de deux à trois ans de soutien administratif stable. Certains des rêves et des espoirs des membres ont déjà été réalisés au cours du processus.

« Chaque fois que nous sortons dans la communauté, des femmes afghanes nous abordent et nous demandent si elles peuvent se joindre à notre coopérative. »

« La coopérative nous permet de développer notre estime personnelle. C'est une bonne chose pour la communauté afghane et la société canadienne. Grâce à cette estime personnelle, nous pourrions réaliser de grandes choses dans l'avenir. »

« Même ma santé s'est améliorée depuis que j'ai joint la coopérative. »

« Je suis arrivée ici il y a quatre ans. J'étais si triste, car je ne connaissais personne et n'avais aucune attache. Grâce à la coopérative, j'ai pu connaître des femmes afghanes. Je suis si heureuse maintenant, car j'ai maintenant espoir de pouvoir faire quelque chose de mon avenir. » .

EthniCity Catering

Région desservie : Calgary (Alberta)
Nombre de participantes : 40 chaque année
Objectif : offrir des occasions pour les nouvelles arrivantes d'accéder à de nouveaux débouchés
Année de création : 1997
Site Web : <http://www.cmcn.ab.ca/community/catering/catering.htm>

EthniCity Catering est une entreprise de services de traiteur sans but lucratif qui prépare des plats multiethniques et offre une expérience d'emploi et de la formation aux femmes immigrantes et réfugiées.

L'entreprise dérive du programme populaire Collective Kitchens, mené au Calgary Mennonite Centre for Newcomers (CMCN). Destiné aux femmes immigrantes, ce programme enseigne aux participantes, dans leur langue maternelle, des notions de

nutrition, d'établissement d'un budget ainsi que de salubrité, de préparation et de choix des aliments. Il leur offre en outre un lieu favorable au partage de leurs expériences et au développement de leur potentiel, ce qui leur permet d'acquérir la confiance nécessaire pour pouvoir surmonter les obstacles liés à l'établissement au Canada et à l'adaptation à la vie canadienne. Le CMCN mise sur sa réputation et ses réseaux pour établir les partenariats essentiels au lancement et à la réussite continue de cette initiative.

EthniCity offre à bon nombre des participantes un premier emploi au Canada, une expérience déterminante qui leur permet de trouver un autre emploi plus tard. Les employées de l'entreprise demeurent en poste pendant quelques semaines ou quelques mois. Les exigences d'embauche sont volontairement établies à l'opposé des obstacles traditionnels à l'emploi auxquels font face les nouveaux immigrants, c'est-à-dire l'inexpérience sur le marché du travail canadien, l'aptitude limitée à communiquer en anglais ou en français et le manque d'expérience en cuisine ethnique authentique.

Depuis 1997, l'entreprise a connu de nombreuses réussites. À sa première année, ses recettes étaient de l'ordre des 8 000 \$; en 2004, elles atteignaient les 88 000 \$. En tant qu'entreprise sociale, EthniCity consacre chaque dollar gagné au soutien de ses objectifs sociaux. Près de la moitié de ses recettes proviennent de Centraide Calgary.

Les participantes restent en contact pour s'échanger de bonnes nouvelles, par exemple quand elles obtiennent un emploi. Les organisateurs ont recueilli des données qui démontrent la réussite à long terme des objectifs sociaux d'EthniCity Catering. En 2005, Marichu Antonio, du CMCN, a fait le rapport suivant.

- Environ 40 immigrantes et réfugiées travaillent au sein de l'entreprise chaque année.
- Les recettes produites par l'entreprise engendrent 3 550 heures de travail rémunéré pour de nouvelles arrivantes.
- La totalité des participantes poursuivent une carrière ou entreprennent des études à la suite de leur passage au sein de l'entreprise.
- Soixante-dix pour cent des participantes trouvent un emploi à temps plein ou à temps partiel à la suite de leur expérience.
- Trente pour cent des participantes suivent un cours d'anglais ou entreprennent d'autres études.

L'entreprise étudie des options pour prendre de l'expansion, notamment sa transformation en coopérative de travail et l'établissement d'un commerce de détail. Dans le cadre de cette démarche, les coordonnateurs ont défini des questions à prendre en considération pour pouvoir élargir la gamme des services offerts.

1. Accès au capital et au financement.
2. Gestion et capacité du personnel à faire face à l'augmentation de la demande.
3. La réalisation d'une étude de faisabilité de concert avec le personnel pour perfectionner les compétences et examiner les aspects de la constitution en entreprise au sens de la loi (par opposition à un programme du CMNC).

4. Répondre aux préoccupations du conseil d'administration en ce qui concerne les questions liées au risque.
5. Financement accru pour ce qui est des biens à bail et des dépenses en capital.

Contexte initial lié à la création d'une coopérative

En juillet 2005, un groupe d'immigrants et des dirigeants de coopérative ont élaboré un modèle de création de coopérative adapté à leur collectivité. Ce modèle est présenté dans le document « Créer des opportunités, optimiser les possibilités – Les coopératives d'immigrants et de réfugiés au Canada ». Il expose l'ensemble des étapes de l'organisation d'une collectivité et de la mise sur pied d'une coopérative dans le contexte propre aux immigrés et aux réfugiés.

Il faut notamment veiller à ce que les besoins fondamentaux soient satisfaits avant d'entreprendre la mise sur pied d'une coopérative. L'organisation communautaire est orientée par des valeurs telles que l'amour, la confiance, la responsabilité, la conviction que le changement est possible et la solidarité. Le suivi et la surveillance ont également été définis comme des éléments essentiels à la réussite de la création d'une coopérative.

En soutenant les activités préliminaires (nourriture et abri, organisation communautaire et constitution d'un groupe de base) dans de nombreuses collectivités, dont celles des immigrants et des réfugiés, les dirigeants du secteur et les bailleurs de fonds ne doivent pas perdre de vue que leur démarche débouchera sur une action collective et pourrait se solder ou non par la mise sur pied de coopératives officielles.

Le projet Multicultural Economic, Training and Resources in Ontario (METRO)

Région desservie : communauté somalienne du Grand Toronto

Nombre de participants : jusqu'à 100

Objectif : offrir à la communauté somalienne des occasions d'examiner différentes solutions liées à l'emploi, en particulier le modèle coopératif, pour accéder à des débouchés économiques

Année de création : 2005

Le projet Multicultural Economic, Training and Resources in Ontario (METRO) est une petite initiative locale menée par la communauté somalienne. Il s'agit d'un réseau d'apprentissage communautaire dont le but est de déterminer la façon dont une coopérative peut améliorer la vie des Somaliennes et Somaliens ordinaires de Toronto. Au cours des quinze à vingt dernières années en Ontario, la majorité des membres de la communauté somalienne sont pris dans le cycle de la pauvreté.

« Même si nous obtenons une éducation ou une formation au Canada ou une accréditation dans notre domaine de spécialisation, notre communauté continue de vivre dans le cycle de la pauvreté », affirme Mohamed Maie, formateur communautaire, METRO.

Le projet poursuit trois objectifs. Tout d'abord, il vise à expliquer à la communauté somalienne les conditions de la pauvreté et les solutions collectives permettant d'échapper à cette dernière. Il a aussi pour but de définir ce qu'est une coopérative. Enfin, l'objectif principal est la création de liens avec des partenaires importants des mouvements du DÉC et des coopératives.

« La plupart des familles de la communauté somalienne gagnent moins de 20 000 \$ par année. Ceux et celles qui reçoivent une aide au revenu gagnent seulement 6 000 \$ par année. Leur situation est donc très difficile. La différence entre une personne qui gagne 6 000 \$ par an et une autre qui gagne 25 000 \$ par an est trop complexe pour bien comprendre la situation d'un côté comme de l'autre. Pour un nouvel arrivant gagnant 6 000 \$ par année, il est particulièrement difficile de comprendre la vie ordinaire des Canadiennes et Canadiens. La plupart des organismes d'aide à l'établissement des immigrants travaillent fort pour nous permettre d'améliorer notre anglais et faciliter notre recherche d'emploi, par exemple en nous aidant à rédiger notre CV, mais nous continuons de vivre dans la pauvreté », poursuit Mohamed Maie.

« Un chauffeur de taxi ne peut gagner plus de 30 000 \$ par année. Il s'agit souvent du seul revenu familial et avec plusieurs bouches à nourrir, la vie est très difficile. Nous devons d'abord reconnaître notre pauvreté. Nous devons comprendre notre situation, puis en parler aux gens près de nous, c'est-à-dire les gens qui parlent d'inclusion sociale et de développement communautaire. Nous ne pouvons pas parler avec les grandes sociétés, car elles ne sont pas en mesure de comprendre que dans certaines communautés, les foyers gagnent moins de 10 000 \$ par année au Canada. Je ne peux expliquer à un professeur de Harvard ce qu'est la pauvreté, mais à vous, je le peux. Nous devons parler aux gens œuvrant en justice sociale, puis parler avec les membres de communauté pour leur faire comprendre que oui, nous vivons dans la pauvreté et que oui, il existe des solutions. Je parle en toute connaissance de cause. Certains croient qu'il suffit d'apprendre l'anglais pour vaincre la pauvreté. C'est faux. C'est pourquoi je crois que si nous pouvons trouver des alliés et les sensibiliser à notre cause, nous pourrions agir. »

(Entrevue avec Mohammed Maie, formateur communautaire, METRO, 31 mars 2006)

Les six premiers mois du projet ont été consacrés à l'établissement des priorités de la communauté en matière de création d'une coopérative. Les membres de la communauté ont défini une vision commune et un groupe central a été mis sur pied pour s'attaquer aux questions urgentes.

Un spécialiste en développement coopératif a également été mandaté pour former et encadrer les petits groupes constitués pour créer la coopérative.

Un groupe de femmes microentrepreneures ont déterminé une façon de travailler ensemble en s'appuyant sur le modèle coopératif. Ces femmes louaient un bureau auprès du même propriétaire, et ont un jour appris qu'elles versaient leur loyer à une personne intermédiaire. Cette personne leur demandait 75 \$ de plus par mois, ce que le propriétaire ignorait. En échangeant entre elles et en s'organisant, elles ont découvert le pot aux roses. Elles ont ensuite communiqué avec le propriétaire et paient maintenant leur loyer directement à ce dernier. Elles examinent maintenant la possibilité de former une coopérative pour louer des bureaux directement du propriétaire, ce qui leur permettra de réaliser des économies supplémentaires et de soutenir un plus grand nombre de microentrepreneures.

Pour pouvoir créer des alliances et des réseaux ainsi que participer à des forums et à des événements d'apprentissage et de réseautage, la couverture de la totalité des coûts est nécessaire. Des subventions sont parfois offertes, mais même des coûts de 100 \$ représentent un obstacle pour ce groupe.

Coopératives sociales

Les neuf paragraphes suivants, traduits librement, sont tirés du rapport « Social Co-ops and Social Care: An Emerging Role for Civil Society » de John Restakis. Ils sont suivis d'une brève analyse visant à déterminer la pertinence de la définition des coopératives sociales et de son application possible pour mieux comprendre la mise sur pied de coopératives d'immigrants et de réfugiés au Canada.

Au cours des vingt dernières années, la relation entre les citoyens et leurs gouvernements a radicalement changé. Dans les démocraties occidentales, la transformation progressive des soins sociaux en un produit commercial a modifié de fond en comble le rôle du gouvernement comme fournisseur principal de soins sociaux et de services d'assistance sociale. Ce changement de relation entre l'État et la société civile est marqué par des perspectives nettement différentes, un conflit profond et le réalignement complet des institutions sociales et étatiques.

Au Canada, ce débat est axé sur le retrait du gouvernement des programmes publics, en grande partie en raison des déficits des années 1980 et 1990 et de la croyance selon laquelle le secteur privé est plus efficace. Or, les changements liés à la politique sociale et à la prestation de soins sociaux s'expliquent également par le mécontentement de nombreux groupes de la société civile à l'égard des systèmes traditionnels de prestation du gouvernement.

En Italie, un modèle de coopérative sociale a vu le jour, lequel fait de la société civile un élément vital de la réforme des soins sociaux. Les coopératives sociales créent des modèles de soins présentant les valeurs de la société civile comme une solution de rechange claire aux systèmes du gouvernement et du marché.

À l'heure actuelle, le mouvement économique des coopératives sociales représente 13 % des dépenses du gouvernement italien en matière de services sociaux. À Bologne, au nord du pays, plus de 85 % des services sociaux sont offerts par l'entremise de coopératives sociales.

Comme le stipule la loi 381, les coopératives sociales ont comme objectif de tenir compte des intérêts de la collectivité en répondant aux préoccupations humaines et en favorisant l'intégration des citoyens. En ce sens, il s'avère que les coopératives sociales poursuivent des objectifs mettant l'ensemble de la collectivité à l'avant-plan plutôt qu'uniquement les membres de celles-ci. De plus, la loi italienne reconnaît le lien entre les organismes publics et les coopératives sociales en matière de promotion de l'assistance sociale, et insiste sur la possibilité de collaboration entre eux.

Pour cette raison, de nombreuses coopératives sociales reçoivent un financement du gouvernement sous forme de subventions d'exploitation compensant les coûts de main-d'œuvre, ce qui leur confère une plus grande souplesse que toute autre forme d'entreprise en ce qui a trait à l'application de la législation du travail.

Il existe deux types de coopératives sociales.

- Type A – Ces coopératives fournissent des services socio-sanitaires, éducatifs et récréatifs.
- Type B – Ces coopératives mènent différentes activités (dans les secteurs agricole, industriel, commercial et des services) visant à favoriser l'insertion dans le marché du travail des personnes défavorisées.

Dans les coopératives sociales de type B, au moins 30 % des employés doivent appartenir à des groupes défavorisés – personnes handicapées, personnes âgées, jeunes, handicapés intellectuels – ou à des groupes exclus au sein desquels figurent les ex-détenus, les jeunes à risque et les toxicomanes.

Tous ces groupes sont clairement reconnus dans la législation italienne. Selon cette dernière, les coopératives sociales de type B sont exemptées des coûts salariaux obligatoires. L'État favorise ainsi l'embauche de personnes se heurtant à des obstacles à l'emploi.

L'expérience des coopératives sociales en Italie permet de jeter un tout nouveau regard sur la façon dont les entités autres que le gouvernement peuvent mieux répondre aux besoins de la société civile.

Néanmoins, les coopératives sociales italiennes ne remplacent pas les services publics. Elles sont plutôt considérées comme un moyen complémentaire par lequel la société civile peut offrir des services aux citoyens tout en maintenant le rôle essentiel de l'État comme bailleur de fonds et garant des soins sociaux.

Au Canada, aucune législation ne reconnaît les coopératives sociales. En outre, le Canada n'offre aucun programme destiné à soutenir financièrement les coopératives sociales ou à favoriser la collaboration entre l'État et les coopératives sociales. Or, comme dans le cas de l'Italie, des coopératives sociales voient le jour dans la société civile face aux insuffisances de l'aide sociale. La législation reconnaissant les coopératives sociales a été établie en Italie en 1991, environ une décennie après la naissance des coopératives sociales.

La définition d'une coopérative sociale selon la loi italienne, c'est-à-dire une coopérative ayant comme objectif de « de tenir compte des intérêts de la collectivité en répondant aux préoccupations humaines et en favorisant l'intégration des citoyens », est commune aux coopératives créées par des collectivités d'immigrants et de réfugiés. La coopérative de travail Multicultural Health Brokers, en Alberta, stipule clairement que son objectif est de servir les collectivités d'immigrants et de réfugiés d'Edmonton. Bon nombre des coopératives naissant au sein de collectivités d'immigrants et de réfugiés poursuivent un objectif similaire, notamment la coopérative de couture et d'artisanat des femmes afghanes Malalay, l'African Diaspora Community Co-operative et la coopérative ALIVEducation!.

Multicultural Health Brokers Co-operative

La Multicultural Health Brokers Co-operative compte plus de 30 travailleurs immigrants et réfugiés, qui travaillent dans 23 langues différentes.
--

La Multicultural Health Brokers Co-operative est unique en son genre. Elle est à l'origine d'une nouvelle pratique de santé au Canada, appelée *courtage de santé culturelle*. Le courtage diffère de l'interprétation, en ce sens que l'interprète, tenu par l'éthique, ne doit traduire que ce qui est dit. Le courtier, quant à lui, aide résolument les deux parties (le fournisseur de soins de santé et le bénéficiaire) à se comprendre mutuellement. Le courtage de santé culturelle a comme objectif d'offrir à tous un accès à des soins de santé de qualité. Outre l'aide à la compréhension entre les fournisseurs de soins de santé et les bénéficiaires, la Multicultural Health Brokers Co-operative (MCHBC) intègre des activités d'animation et de développement communautaires dans son travail. La coopérative a notamment mis sur pied des campagnes de prévention du diabète, des cuisines collectives et des groupes de jeunes. Elle contribue à l'accroissement du nombre de familles ayant accès à des services prénataux et postnataux, de vaccinations infantiles, de bébés allaités et de cours de développement et d'éducation des jeunes enfants.

La Multicultural Health Brokers Cooperative compte plus de 30 travailleurs immigrants et réfugiés, qui travaillent dans 23 langues différentes. Soulignons que l'apprentissage par les pairs et la réflexion font partie intégrante du courtage de santé culturelle. Chaque travailleuse et travailleur bénéficie d'une grande autonomie afin de répondre aux besoins uniques de la collectivité. Les collectivités sont pour leur part habilitées à créer leurs propres solutions. La prise de décision, qui doit tenir compte de différentes approches, est

améliorée par l'apprentissage par les pairs et la réflexion – le milieu de travail doit donc être non hiérarchique. La structure de la coopérative et le courtage de santé culturel vont de pair. Cet exemple de DÉC dans les collectivités d'immigrants et de réfugiés soulève de nombreuses questions intéressantes en matière de politique et de recherche, plus précisément sur la possibilité pour les coopératives d'offrir des services sociaux novateurs et adaptés à la diversité culturelle.

Coopérative ALIVEducation!

La coopérative ALIVEducation! comprend que la participation des familles est essentielle à la réussite des systèmes scolaires canadiens.

ALIVEducation! est une nouvelles coopérative en formation, qui offrira des services éducatifs aux enseignants, aux familles et aux étudiants canadiens nés à l'étranger.

Les services comprendront :

- la création de ressources, de réseaux et de compétences pour permettre aux nouveaux parents canadiens de participer au système scolaire ontarien;
- des occasions de formation et d'apprentissage complémentaires au système scolaire ontarien offertes aux nouveaux étudiants canadiens;
- des possibilités de travail pour les nouveaux enseignants canadiens formés à l'étranger et certifiés en Ontario.

La coopérative ALIVEducation! est née en 2001 de l'idée d'un petit groupe de professionnels formés à l'étranger venus au Canada dans la catégorie des travailleurs qualifiés.

Les membres fondateurs ont travaillé pendant de nombreuses années comme éducateurs dans des salles de classe et sur le terrain. En 2001, ils ont orienté leur travail sur les centres d'apprentissage et les services éducatifs destinés aux nouvelles familles canadiennes, et ont permis à des étudiants et à leurs parents d'établir un lien avec le système scolaire public de l'Ontario. Parallèlement, ils ont constaté que les enseignants formés à l'étranger et certifiés en Ontario devaient acquérir de l'expérience au sein du système éducatif de l'Ontario. La coopérative ALIVEducation! comprend que la participation des familles est essentielle à la réussite des systèmes scolaires canadiens. Elle comprend également que de nombreux parents canadiens nés à l'étranger connaissent mal le système scolaire ontarien et que certains d'entre eux ont besoin de soutien pour acquérir des aptitudes qui aideront leurs enfants à réussir à l'école.

La coopérative compte produire des recettes par ses ventes et des subventions des secteurs public et privé. Ces subventions sont nécessaires pour pouvoir offrir des services à un groupe qui n'a pas les moyens d'accéder à des services novateurs mais qui en a pourtant besoin.

La coopérative a maintenant établi deux centres éducatifs et la majorité de son programme. Plus de 40 jeunes sont inscrits aux activités parascolaires.

Histoire de l'un des fondateurs, Monjur Chowdhury

Nous avons constitué un organisme sans but lucratif et cherché à vendre nos services au gouvernement. Nous n'avions jamais entendu parler des coopératives. Même si nous étions très qualifiés, nous ne connaissions rien des affaires et ne connaissions personne pouvant nous aider sur ce plan. Nous avons malgré tout réussi à rédiger notre énoncé de mission et notre règlement administratif et à nous constituer en organisme sans but lucratif. Nous étions sept. Aucun d'entre nous n'avait une connaissance née au Canada. Il nous a fallu sept mois pour nous constituer en personne morale.

Nous avons soumis une demande de financement communautaire à Ottawa, en ne sachant pas que nous devions être un organisme de bienfaisance. Nous n'avons pas obtenu de réponse. Nous avons tenté de trouver un organisme partenaire pouvant faire la demande à notre place, sans succès. Après des mois de travail, nous avons dû laisser tomber et consacrer nos énergies à trouver un emploi.

En 1981, je suis allé étudier à Moscou, où j'ai obtenu un baccalauréat, une maîtrise et un doctorat en génie électrique. Mon doctorat portait sur l'énergie renouvelable. J'ai soumis une demande d'immigration au Canada un matin, puis à mon retour l'après-midi, j'ai appris que celle-ci était acceptée. Je suis arrivé à Montréal en 1998. Personne ne me connaissait, et les organismes communautaires ne pouvaient pas m'aider à trouver un emploi. J'ai pratiquement tout fait pour trouver du travail.

J'ai fait appel à des organismes financés par le gouvernement fédéral qui offraient des services d'aide à la recherche d'emploi aux Néo-Canadiens. Malheureusement, cette démarche n'a pas porté ses fruits. J'ai finalement suivi un programme d'une année pour devenir un enseignant certifié en Ontario. J'ai alors commencé à travailler avec d'autres enseignants dans le but d'établir des programmes novateurs adaptés aux besoins des Néo-Canadiens. À cette époque, je vivais dans une coopérative d'habitation, et ma voisine m'a appris que notre initiative pouvait être considérée comme une coopérative. Elle m'a mis en contact avec l'Association des coopératives de l'Ontario, par l'entremise de laquelle j'ai rencontré des dizaines de personnes engagées dans des coopératives.

J'ai finalement soumis une demande d'assistance technique à l'Association des coopératives de l'Ontario. Celle-ci était heureuse de pouvoir aider mon groupe, à qui elle a accordé une subvention de 3 000 \$. Nous avons embauché un spécialiste en mise sur pied de coopératives, qui nous a aidés à réaliser une étude de faisabilité et un plan d'affaires.

Les membres du groupe étaient tous très qualifiés. Nous détenions des diplômes en génie électrique, en biologie, en architecture et en sciences politiques. Nous nous disions simplement qu'en nous engageant et en nous organisant, nous pouvions créer nos propres emplois.

Coopératives offrant des services d'aide à l'établissement des immigrants

Les compétences des chefs des collectivités d'immigrants et de réfugiés sont sollicitées à temps plein. Bon nombre de dirigeants de coopératives sont souvent appelés à intervenir dans des situations urgentes au sein de leur collectivité. Les organismes coopératifs enrichissent deux dimensions du capital social, soit le capital social qui unit (*bonding*) et le capital social qui relie (*bridging*). Les nouveaux arrivants au Canada peuvent ainsi compter sur une aide dans des contextes particuliers, notamment pour trouver un médecin, pour mener des démarches spécifiques, par exemple la soumission d'une demande d'admission à un établissement d'enseignement, pour comprendre le fonctionnement du système scolaire public et pour obtenir un emploi.

Earthshare Agricultural Co-operative

Région desservie : Winnipeg (Manitoba) Type de coopérative : coopérative de consommation Nombre de membres : plus de 250 Objectif : offrir aux immigrants africains et sud-américains, au moyen d'un modèle agricole communautaire, la possibilité d'acquérir de l'expérience et un emploi en agriculture, et permettre aux consommateurs d'acheter des produits locaux Année de création : 1989 – constituée en 1994 comme coopérative de consommation

L'Earthshare Agricultural Co-operative (EAC) est la première et la plus importante coopérative agricole communautaire au Manitoba. Fondée en 1989 par le Conseil multiconfessionnel d'aide à l'établissement des immigrants au Manitoba, la coopérative, qui à ses débuts ne comptait que quelques membres – des réfugiés d'Amérique centrale cultivant des légumes pour leur famille –, a pris de l'expansion. Aujourd'hui, elle cultive et livre des légumes biologiques à plus de 250 membres à Winnipeg. Les membres achètent une part à 10 \$, paient de 200 \$ à 370 \$ et travaillent bénévolement au moins une journée chaque saison, et en échange reçoivent pendant un minimum de 12 semaines des paniers de légumes frais tout au long de la période de végétation (de la fin juin à septembre).

La coopérative a initialement été constituée en coopérative de travail, avec comme objectif d'offrir aux nouveaux arrivants au Canada un emploi de qualité. En réalité, son mode d'exploitation fonctionne davantage sur le modèle de coopérative de consommation. Elle a d'ailleurs changé ses règles en fonction de ce modèle.

En juillet 2004, l'EAC employait six travailleurs, dont cinq ayant le statut de réfugié. Les réfugiés sont des résidents permanents du Canada et peuvent devenir des citoyens canadiens après trois ans. Les travailleurs gagnent environ 10 \$ de l'heure.

En 2006, la coopérative a lancé un programme de formation en anglais langue seconde offert pendant la saison de végétation et la saison morte. Le programme comprend des cours d'anglais, d'horticulture, d'agriculture, de gestion financière, de cuisine et de nutrition.

En 2005, l'EAC a reçu une subvention unique du Fonds des innovations de développement durable du gouvernement du Manitoba pour couvrir certains de ses frais généraux. De 2005 à 2006, elle a en outre obtenu à trois reprises une subvention appelée « L'anglais au travail » (*English at Work*). Elle a dû soumettre une demande chaque fois. Cette subvention permet d'offrir un programme de formation et d'embaucher un professeur d'anglais à temps partiel pendant la saison de végétation. À l'automne de 2005, l'EAC a de plus reçu d'une fondation américaine appuyant l'agriculture durable une subvention échelonnée sur trois ans. Cette subvention confèrera à la coopérative la stabilité indispensable à l'atteinte de son objectif double, c'est-à-dire le soutien des consommateurs et des travailleurs.

L'EAC intègre avec succès ses objectifs sociaux, économiques et environnementaux en s'appuyant sur un modèle fonctionnel. Cela dit, la coopérative doit relever certains défis pour mieux servir à la fois ses travailleurs et les consommateurs. Elle doit notamment être élargie pour être mesure de répondre à l'importante demande des collectivités d'immigrants et de réfugiés pour ce qui est de l'accès à des possibilités intéressantes de participation à la vie économique et sociale de Winnipeg.

Les trois objectifs principaux de la coopérative se résument comme suit.

1. La capacité de la coopérative à répondre aux besoins de ses travailleurs en matière d'éducation, notamment l'alphabétisation.
2. Le conflit inhérent entre l'offre de produits à prix bas aux consommateurs et l'offre d'une rémunération et de conditions de travail décentes aux travailleurs.
3. Les obstacles liés à l'agriculture à petite échelle, par exemple l'accès au capital et la concurrence (gros producteurs internationaux).

La coopérative souhaite offrir à ses travailleurs de meilleures conditions de travail. Le directeur étudie actuellement la possibilité de créer une coopérative à intervenants multiples, et travaille de concert avec le conseil d'administration pour démontrer l'efficacité de modèles adoptés ailleurs.

Coopérative d'habitation Crossroads

La coopérative comprend 26 unités de deux à quatre chambres. Certaines unités sont subventionnées, ce qui permet aux locataires d'étudier à temps plein, de se préparer à l'examen TOEFL et de poursuivre leur carrière.

La coopérative d'habitation Crossroads a vu le jour en 1986. Elle a été mise sur pied par des réfugiés chiliens qui souhaitent créer une coopérative d'habitation où de Latino-Américains pourraient vivre ensemble, parler leur langue maternelle (l'espagnol) et aider leurs enfants à conserver leur culture et leur langue. La coopérative est actuellement en transition vers une adhésion multiculturelle, sous la direction d'une deuxième génération de membres, c'est-à-dire des membres qui ont habité dans des logements coopératifs pendant leur enfance.

La coopérative comprend 26 unités de deux à quatre chambres. Certaines unités sont subventionnées, ce qui permet aux locataires d'étudier à temps plein, de se préparer à l'examen TOEFL et de poursuivre leur carrière.

La formule coopérative était ce qui se rapprochait le plus de la vie en Amérique latine. Les membres connaissent leurs voisins et ne s'inquiètent pas pour leurs enfants. Ils s'entraident, se tiennent compagnie et forment leur propre collectivité. Certains d'entre eux faisaient partie de coopératives dans leur pays d'origine; de nombreux étaient des professionnels – économistes, architectes et avocats – qui participaient à la gestion de coopératives. Les membres ont créé la coopérative expressément parce qu'ils voulaient répondre à la demande de logement abordable et avoir un sentiment d'appartenance à une collectivité.

La coopérative aide les personnes à se sentir moins isolées. Les membres créent leur propre micro-réseau, ce qui leur permet de parler leur langue maternelle. Selon Vanessa Batres, membre du conseil d'administration de Crossroads, « les membres nouent des amitiés et obtiennent de l'aide des autres membres. Par exemple, si vous ne connaissez aucun médecin ou si vous cherchez un dentiste, un voisin peut vous aider en vous amenant dans une clinique où sont distribués gratuitement des échantillons de médicaments. De même, pour les parents de jeunes enfants, il arrive parfois que des membres de la coopérative acceptent de faire du gardiennage. Les parents n'ont donc pas besoin d'inscrire leurs bambins qui ne parlent pas l'anglais dans une garderie où ils seront déboussolés. Si vous devez vous rendre à l'hôpital à trois heures du matin, vous pouvez aussi laisser vos enfants chez les voisins. »

Les membres s'entraident également pour ce qui est de la traduction, de la démarche d'immigration et du soutien général. Par exemple, un membre peut laisser ses enfants chez les voisins pendant qu'il fait ses courses. Cette solution est préférable à la garderie, car les enfants ne parlent pas l'anglais et ce milieu pourrait les effrayer, et aussi car les services de garderie coûtent cher. En outre, les membres se soutiennent entre eux en ce

qui concerne les problèmes d'intégration habituels tels que les rendez-vous chez le médecin, l'accès aux services, la recherche d'emploi, etc.

Marchés de producteurs

Les marchés de producteurs constituent une bonne occasion pour les nouveaux immigrants et réfugiés de sortir, de gagner de l'argent et de rencontrer de nouvelles personnes. L'un des principaux obstacles auxquels font face les nouveaux arrivants sont les nombreux formulaires à remplir. S'ils ne parlent pas l'anglais ou le français, ils obtiennent souvent des emplois où ils n'ont pas besoin de communiquer beaucoup, et donc qui ne leur permettent pas de pratiquer l'une ou l'autre de ces langues. En vendant des produits dans des marchés de producteurs, ils peuvent perfectionner leurs compétences linguistiques. De plus, les immigrants se retrouvent sans réseau à leur arrivée dans leur pays d'accueil; les marchés de producteurs leur permettent d'en créer de nouveaux. Ces marchés comportent plus d'un avantage : peu de formalités et de paperasse à remplir, frais généraux bas et grande visibilité. L'International Women's Catering Co-op, établie à Victoria (C.-B.), vend la quasi-totalité de ses produits dans des marchés de producteurs. Il résulte de ce type d'activité un sentiment de fierté et d'appartenance à un groupe. Inévitablement, à l'ouverture du marché après un long hiver, un grand nombre de consommateurs accourent vers la coopérative. Certains d'entre eux diront : « Tout l'hiver, j'attendais votre réouverture! ».

Coopérative Farmer's Market de Charlottetown

Le marché de producteurs donne aux vendeurs l'occasion de faire connaître leurs produits et leurs objets artisanaux.
--

Bien que la coopérative Farmer's Market de Charlottetown n'ait pas le mandat d'aider les nouveaux arrivants à s'intégrer à l'Île-du-Prince-Édouard, elle constitue un bon exemple de modèle facilement transférable qui pourrait favoriser leur participation à la vie économique et sociale.

Le marché de producteurs donne aux vendeurs l'occasion de faire connaître leurs produits et leurs objets artisanaux. Les frais généraux sont bas et la demande de créneaux de la part des collectivités ethnoculturelles particulières est élevée. Étant donné qu'un marché de producteurs est un lieu qui favorise grandement la socialisation, les nouveaux arrivants peuvent s'exercer à parler l'anglais, ce qu'ils ne pourraient faire s'ils occupaient un emploi qui isole les personnes, par exemple la conciergerie, le travail en usine ou le travail de femme de chambre. Par-dessus tout, les nouveaux arrivants peuvent créer des réseaux au sein de leurs collectivités et à l'extérieur de celles-ci.

Les entreprises de certains vendeurs du marché de producteurs sont maintenant établies à l'extérieur de ce dernier. Le marché constitue également une bonne occasion de perfectionner les produits, car les vendeurs reçoivent directement les commentaires des clients.

La coopérative représente aussi une façon positive pour les nouveaux arrivants de rencontrer de nouvelles personnes, d'établir des liens dans la collectivité ou de mettre sur pied une entreprise. L'un des membres a notamment ouvert un restaurant appelé Out of Africa Café.

Selon Jacob Mal, membre depuis 25 ans, même si certaines personnes utilisent la coopérative comme source de revenus, l'occasion de promouvoir la compréhension et l'ouverture aux différentes cultures que l'on trouve au sein de celle-ci a bien plus d'importance à ses yeux. Au cours des cinq dernières années, la cuisine ethnique a gagné en popularité, et les stands de nourriture attirent des clients quelle que soit la période de l'année. M. Mal estime que les personnes qui viennent au Canada sont dynamiques et cherchent des occasions d'affaires. « Le propriétaire du marché s'est d'abord opposé aux stands de nourriture ethnique en raison des odeurs qui caractérisent cette dernière, mais aujourd'hui, il s'agit d'un important élément de la réussite du marché tout au long de l'année », conclut M. Mal.

Marché international de Central Park

Outre le marché en plein air, l'ouverture d'un restaurant et d'un café en plein air est prévue. Les immigrants et les réfugiés pourront y suivre une formation dans le secteur de l'alimentation tout en offrant des services au grand public.
--

Le marché international de Central Park a ouvert ses portes à l'été 2006 à Winnipeg. Central Park est un quartier unique du centre-ville de Winnipeg caractérisé par un grand nombre de projets de construction de logements et d'immigrants et de réfugiés des pays africains. Ce quartier présente donc un grand potentiel pour répondre aux besoins sociaux et économiques de ses résidents. Le groupe des immigrants et des réfugiés représente la moitié de la population du quartier. Ces gens ont tendance à rester plus longtemps à Central Park que dans d'autres quartiers du centre-ville.

L'Association des locataires de Central Park (Central Park Tenants Association), de concert avec la Knox CED Society, reconnaît les besoins uniques de Central Park et les possibilités qu'offre ce dernier pour ce qui est de l'amélioration de la qualité de vie des immigrants et des réfugiés. Les deux organismes partenaires travaillent actuellement à l'élaboration d'un plan en vue de créer un marché public africain. Parmi les partenaires du marché international de Central Park, nous trouvons le Sister MacNamara Boys & Girls Club, l'Earthshare Agricultural Co-operative, la Knox CED Society, l'International Center et le Welcome Place.

Le marché en plein air a été ouvert pendant dix semaines en 2006, soit du 1^{er} juillet au 3 septembre. Dans le but de favoriser une participation juste, les fournisseurs et les familles qui en ont les moyens devront verser 100 \$ pour la location d'un stand pendant la saison d'ouverture du marché. Ceux qui éprouvent des difficultés financières auront la possibilité de louer un stand à 10 \$ pendant dix semaines.

Le marché international de Central Park poursuit les objectifs suivants.

- a) Accroître la sécurité du quartier en attirant un plus grand nombre de personnes et de jeunes au parc. Central Park ne sera ainsi plus perçu comme un quartier violent.
- b) Favoriser les activités familiales en encourageant les membres de la collectivité à travailler ensemble.
- c) Accroître l'indépendance économique de chaque famille grâce à un revenu supplémentaire tiré de la vente d'objets d'artisanat, de vêtements, de bijoux et d'objets d'art traditionnels.
- d) Mettre en valeur la diversité culturelle en favorisant la participation de différentes communautés.
- e) Autonomiser les membres de la collectivité en offrant aux nouveaux arrivants des occasions de se faire connaître et d'entrer en contact avec les autres membres.
- f) Favoriser l'égalité des chances en vendant des stands en fonction du revenu.
- g) Créer un milieu offrant des services adaptés à la culture des immigrants et des réfugiés.

Outre le marché en plein air, l'ouverture d'un restaurant et d'un café en plein air est prévue. Les immigrants et les réfugiés pourront y suivre une formation dans le secteur de l'alimentation tout en offrant des services au grand public. Les recettes supplémentaires tirées de cette initiative serviront à soutenir les immigrants et les réfugiés ainsi que les organismes participants.

Les organisateurs ont besoin de ressources supplémentaires pour embaucher une personne qui assurera la coordination du marché ainsi que pour mener des négociations avec la Ville relativement à la manipulation et à la salubrité des aliments destinés au restaurant et au café en plein air.

Économie culturelle et protection de la culture

Dans le rapport du RCDÉC intitulé « Le rôle de l'économie sociale dans le renforcement du développement des nouveaux médias au Canada », le rôle joué par les organismes culturels dans la création de produits et de médias culturels s'inscrit dans un développement à long terme.

Selon Mike Lewis, du Centre for Community Enterprise, les entreprises sociales jouent un rôle social essentiel en matière de création d'activités et de services culturels et récréatifs. Le Chantier de l'économie sociale a examiné plus en profondeur le lien entre le développement culturel et l'économie sociale comme moyen de création d'activités et

de produits culturels. En 2002, le Chantier a proposé une nouvelle initiative conjointe avec le gouvernement du Québec visant à renforcer les entreprises d'économie sociale dans le secteur de la culture et des nouveaux médias. L'objectif était de favoriser la démocratisation de la culture et des médias. Le soutien des gouvernements fédéral et provincial au Chantier comprend la création d'un poste consacré à la promotion de l'économie sociale dans les organismes culturels.

Dans le rapport de recherche de 2003 du Caledon Institute on CED and Innovation, le secteur du DÉC et de l'économie sociale est également présenté comme une source clé d'incubation, de rassemblement et d'innovation dans les nouveaux secteurs de l'économie, dont la technologie et la culture.

ICA Folkfest, Victoria (C.-B.)

L'Inter-Cultural Association of Greater Victoria (ICA) a été fondée en 1971 pour mettre sur pied le premier festival FolkFest.

L'ICA FolkFest est le plus ancien et le plus grand festival des arts de Victoria, en Colombie-Britannique. Accueillant chaque année plus de 150 000 visiteurs, il s'agit du plus important événement en plein air de l'île de Vancouver. L'Inter-Cultural Association of Greater Victoria (ICA) a été fondée en 1971 pour mettre sur pied le premier festival FolkFest. Différents groupes ethnoculturels se regroupent à cette occasion pour partager leur patrimoine culturel avec l'ensemble de la collectivité. Lorsque Citoyenneté et Immigration Canada s'est adressé à l'ICA pour venir en aide aux réfugiés, cette dernière a adopté un mandat visant à favoriser la compréhension des cultures et à combattre le racisme. À cette fin, elle a créé une vaste gamme de services aux immigrants, dont des cours d'instruction civique et d'anglais langue seconde, des services de consultation et d'orientation, des ateliers et un programme de familles d'accueil.

Aujourd'hui, l'ICA défend les droits humains de personnes ayant différents antécédents ethnoculturels. Le FolkFest demeure pour l'organisme le moyen le plus efficace de sensibiliser la population aux différentes cultures.

Svitlychka Ukrainian Co-operative Nursery School of Toronto

Région desservie : Toronto et Mississauga

Nombre de membres : environ 30

Objectif : promouvoir la protection de la langue et de la culture ainsi que l'interaction sociale et le développement de la conscience communautaire auprès des enfants et des parents ukrainiens

Année de création : 1965

La Svitlychka Ukrainian Co-operative Nursery School est une coopérative d'éducation exploitée par des parents. Les parents des enfants fréquentant l'école deviennent automatiquement membres et la parts sociale est comprise dans les frais de scolarité.

Les élèves sont des immigrants des première, deuxième et troisième générations et leur composition évolue constamment. Les plus jeunes ont tendance à venir des familles d'immigrants les plus récemment arrivées au Canada. Cependant, de 70 % à 80 % des familles participantes appartiennent à la catégorie des Canadiens de la deuxième génération.

L'école emploie deux enseignants ukrainiens. Les enseignants sont formés en Ukraine et marient leur style d'enseignement plus structuré aux normes d'éducation canadiennes. Tous les cours sont donnés en ukrainien.

Les frais de scolarité varient de 190 \$ à 245 \$ selon le programme.

L'établissement offre des cours préscolaires et de maternelle. Le nombre d'élèves varie de 10 à 15 enfants par classe – trois classes sont données en même temps. Le programme est axé sur l'acquisition de compétences générales et de connaissances linguistiques et culturelles. Il comprend notamment une utilisation importante de contes populaires ukrainiens.

Une partie des coûts d'exploitation de l'école est subventionnée par le gouvernement. La coopérative mène aussi des campagnes de collecte de fonds pour acquitter les autres coûts, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas couverts par le gouvernement et les frais de scolarité.

La coopérative est stable sur les plans financier et organisationnel et assure une gestion de haut niveau. De nombreux membres sont des professionnels (par exemple, des comptables et des avocats) qui mettent à contribution leur savoir-faire dans le cadre de l'organisation de la coopérative. En outre, les membres ont un grand sentiment d'appartenance et établissent une norme élevée en matière de participation. Ils participent activement au développement de la coopérative et savent que la participation est la clé de la réussite de cette dernière.

Muslim Community Co-operative Australia (MCCA)

La MCCA poursuit les objectifs suivants : constituer un fonds de 45 millions de dollars disponible pour investissement; offrir de la formation sur les principes et l'exploitation d'un organisme financier islamique dans le but d'embaucher au moins 10 Musulmans pour la gestion et l'exploitation d'un établissement financier islamique.

[Cet article a été publié dans le 10^e numéro du magazine *Nida'ul Islam*, en novembre-décembre 1995. Il est ci-dessous traduit librement.]

La Muslim Community Co-operative Australia (MCCA) a été établie en février 1989 dans le but de présenter un modèle pratique de services bancaires islamiques à la collectivité musulmane et à l'ensemble de la société australienne, ainsi que pour offrir aux Musulmans de l'Australie une solution de rechange aux produits et services financiers avec intérêts. Au départ, la coopérative comptait dix membres et possédait un capital de 22 300 \$. Les activités de la MCCA, dont le siège social est établi à Burwood, dans l'État de Victoria, nécessitent des opérations et des transactions financières fondées sur les principes financiers islamiques. Les transactions qui comportent des intérêts sont tout à fait exclues des activités de la coopérative. L'établissement d'une structure institutionnelle pour la conversion des fonds consentis par les organismes de bienfaisance en un outil productif sur le plan financier et avantageux du point de vue social figure aussi parmi les activités de l'organisme.

La MCCA gère cinq types de fonds : les fonds Murabaha, Musharaka, Mudaraba, Qard-el-Hassan et Zakat. Depuis sa création, la coopérative a connu une croissance phénoménale. Elle compte maintenant 560 membres et son actif s'élève à 2 320 000 \$, par rapport à 105 700 \$ en 1991. Le taux de rendement du capital est passé de 5,4 % en 1991 à environ 9,75 % en 1995, rendement beaucoup plus élevé que le taux fixe offert par les banques exigeant des intérêts.

Dans une entrevue menée en octobre 1994, Peter Moody, du Australian Taxation Office, a résumé comme suit les activités et les objectifs de la MCCA.

1. Créer un lieu favorable à la promotion des principes de la foi musulmane et à l'évolution d'une collectivité qui oriente ses membres et ses actionnaires. Les fonds de la MCCA peuvent être utilisés – et sont utilisés – pour aider les membres nécessiteux au sein de la collectivité. Les dons sont reçus et utilisés à cette fin. Un fonds séparé a été créé dans cette optique, et est connu sous le nom de fonds Qard Hassan.
2. Mener des activités en tant que coopérative d'habitation qui offre à ses actionnaires et au nom de ces derniers une aide pour l'achat d'immeubles à des fins principalement résidentielles. L'achat d'immobilisations dans d'autres catégories est effectué de la même façon, surtout l'achat de véhicules motorisés, d'ordinateurs et de quelques actifs financiers limités. L'objectif de ce service est uniquement axé sur la doctrine musulmane selon laquelle le versement d'intérêts est interdit. La MCCA exige des frais d'administration initiaux pour la participation des membres, mais par la suite, des frais d'intérêt ne sont pas perçus sur les prêts. Cette façon de faire est conforme à la religion musulmane; les transactions doivent respecter les principes islamiques dits « halals ». Les remboursements dans le cadre de ces transactions sont qualifiés de remboursements du Murabaha.
3. Accepter des fonds et émettre des parts de temps en temps, et distribuer le surplus de la coopérative aux membres sous forme de dividendes.

La MCCA poursuit les objectifs suivants : constituer un fonds de 45 millions de dollars disponible pour investissement; offrir de la formation sur les principes et l'exploitation

d'un organisme financier islamique dans le but d'embaucher au moins dix Musulmans pour la gestion et l'exploitation d'un établissement financier islamique (cinq dans l'État de Victoria, trois en Nouvelle-Galles du Sud et deux en Australie occidentale); ouvrir trois succursales de la MCCA (une dans l'État de Victoria, une en Nouvelle-Galles du Sud et une en Australie occidentale); et établir une structure institutionnelle pour la conversion des fonds consentis par les organismes de bienfaisance en un outil productif sur le plan financier et avantageux du point de vue social.

Le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDEC)

Le Réseau canadien de DÉC est la seule entité qui soit structurée de manière démocratique autour d'un effectif de membres se consacrant à la promotion du développement économique communautaire à l'échelle pancanadienne dans le but d'améliorer les conditions sociales et économiques des collectivités canadiennes. Le RCDEC est enregistré en tant qu'organisme de bienfaisance sans but lucratif.

L'effectif du RCDEC est composé d'organismes communautaires, de praticiennes et praticiens, de chercheuses et chercheurs, d'universitaires et de bénévoles de toutes les régions du Canada. Ceux-ci possèdent une riche expérience en milieu urbain, rural ou nordique ainsi que des compétences variées en développement économique communautaire.

Les membres du RCDEC s'engagent à :

- conférer une dimension pancanadienne au programme de DÉC;
- élargir la portée et accroître l'efficacité du DÉC;
- mettre en commun les éléments d'information et d'apprentissage;
- renforcer les capacités et enrichir les compétences liées au DÉC.

Pour obtenir plus d'information ou pour toute question, veuillez communiquer avec le Réseau canadien de DÉC.

Le Réseau canadien de DÉC
211-620 View Street
Victoria (BC) V8W 1J6
Tél. : 250 386-9980
Sans frais : 1 877 202-2268
Télec. : 250 386-9984
Courriel : info@ccednet-rcdec.ca

Pour faire une demande d'adhésion au RCDEC, veuillez consulter le site www.ccednet-rcdec.ca.